

L'ajournement

Il est parfaitement clair que le ministre des Transports a décidé de ne pas accéder aux demandes de M. LeClair, l'administrateur en chef du CN, qui a besoin de fonds pour réparer son matériel roulant, mais il ne semble éprouver aucun scrupule à autoriser la construction à n'importe quel prix de nouveaux wagons à charbon aux chantiers de Transcona. Le ministre voudra peut-être nous fournir des explications à ce sujet. J'espère en fait qu'il le fera, mais il n'a certainement pas contribué à améliorer la situation en répondant aujourd'hui à ma question.

En dépit de toute mon estime pour le ministre, je dois lui dire que le gouvernement n'a absolument aucun scrupule. En effet à quelque point de vue qu'on se place, on constate qu'il est avantageux de réparer le matériel roulant disponible actuellement. Le CN dispose d'excellentes usines pour le faire, d'autant plus qu'il créerait ainsi des emplois à Transcona et à Moncton. Par contre, pour les raisons que j'ai données, il n'est pas utile que notre société ferroviaire se mette à construire au prix fort du matériel roulant, d'autant plus qu'il existe d'excellentes usines dans ma circonscription et ailleurs, qui n'ont rien à faire.

Pour en revenir à l'usine Hawker-Siddeley, qui est importante pour toute la province, beaucoup de gens me demandent pourquoi nous dépensons des centaines de milliers de dollars pour lancer des programmes de main-d'œuvre sans grande valeur—du moins certains d'entre eux—alors qu'avec un peu d'imagination les sommes versées au titre des prestations d'assurance-chômage aux habitants de Trenton, si elles servaient à subventionner des coûts de production, donneraient un avantage important à la société sur ses concurrents pour la fabrication du matériel roulant pour d'autres pays, par exemple, fabrication dans laquelle elle est passée maître. On a eu la preuve de cela à la Chambre aujourd'hui.

Pour la gouverne du ministre, 2,000 personnes environ ont besoin de près de \$200 par semaine en prestations sociales d'un genre ou d'un autre pour faire vivre leurs familles en l'absence de travail dans cette entreprise-clé. Un calcul rapide nous permet d'arriver au chiffre de \$400,000 environ par semaine. Avec cet argent, on pourrait donner à ces personnes et à la société une longueur d'avance dans la production d'essieux, de matériel roulant, d'accastillage moderne ou de pièces utiles, au lieu de laisser cette usine arrêtée et ses employés démoralisés et désœuvrés. Tout le monde y gagnerait, et notamment le gouvernement.

Je ne comprends pas pourquoi on ne s'inquiète pas plus de cette question et on n'apporte pas une aide accrue. Je sais que le gouvernement doit prendre des décisions économiques très difficiles, mais il faut quand même qu'il fasse preuve d'une certaine justice en vers les régions et les circonscriptions. Des pertes annuelles de 120 millions de dollars sont, semble-t-il, acceptables dans le domaine de la fabrication d'eau lourde dans l'est de notre province, mais on ne semble absolument pas prévoir de fabriquer du matériel roulant, alors que le gouvernement prétend que la demande pour ce genre d'équipement va augmenter.

Je peux faire un lien entre cette question et le problème dont nous sommes saisis aujourd'hui. On nous a dit à plusieurs reprises que les sociétés Sysco et Hawker Siddeley profiteraient du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, car ce dernier entraînerait un accroissement de la demande pour des rails et

des wagons dans l'Ouest, mais jusqu'à maintenant, nous n'avons perçu aucun résultat tangible, comme d'habitude d'ailleurs. Je n'ai entendu dernièrement aucune prévision optimiste sur les besoins d'eau lourde, mais on protège cependant les emplois dans ce domaine. Je n'ai rien contre, pour autant que l'on s'inquiète de la même façon des problèmes qui affligent ma circonscription.

Les gens de Central Nova n'ont pas bénéficié des investissements dont a profité la communauté urbaine d'Halifax-Dartmouth ni d'une aide économique aussi importante que celle qui a été accordée au Cap-Breton. Il est important pour notre pays et pour toutes les provinces que toutes les régions aient la possibilité de se développer et que le gouvernement fasse preuve de justice dans la répartition des ressources et l'établissement des priorités en matière de développement. C'est maintenant le temps plus que jamais pour le gouvernement de faire preuve de justice et d'aider cette entreprise vitale à obtenir les commandes voulues. Ce secteur a besoin d'une plus grande diversification et d'être encouragé en vue de se préparer à assumer tout rôle éventuel dans le domaine de l'exploitation pétrolière en mer.

● (1815)

Que nous offre-t-on? Il y a quelque temps à peine, le vice-premier ministre (M. MacEachen) parlait de la création possible d'une aciérie dans sa circonscription, limitrophe de la mienne, qui permettrait de créer 1,000 emplois. Cette suggestion est absolument ridicule quand on sait que dans ma circonscription il y a une aciérie qui est tout à fait capable de fournir toutes les pièces lourdes, mais qui tourne pratiquement à vide. Ce qu'il faut—et je voudrais que le ministre le comprenne bien—c'est que l'on cesse de nous offrir ces programmes grandioses bidons de création d'emplois temporaires qui, comme leur nom l'indique, ont des retombées à court terme seulement, que l'on cesse les manœuvres politiques et que l'on cherche davantage à investir les fonds publics dans les secteurs existants qui peuvent fabriquer du matériel utile.

Si le ministre a un tant soit peu d'imagination et qu'il s'intéresse comme je le crois à la question, il va étudier le problème. Il va faire en sorte que si la société Hawker-Siddeley obtient des contrats, parce qu'elle possède une équipe de développement des marchés étrangers extrêmement compétente et dynamique, cela ne les empêchera pas d'obtenir leur juste part des contrats destinés au marché intérieur.

Je demande instamment au ministre par ailleurs de faire en sorte que la Société pour l'expansion des exportations interviene financièrement pour permettre à la société de décrocher le contrat qu'elle a de bonnes chances d'obtenir du Nigeria. Je rappelle au ministre que le gouvernement est intervenu pour financer une statue gigantesque en l'honneur de la révolution socialiste algérienne. En l'occurrence, il s'agit d'un contrat répondant à un besoin beaucoup plus immédiat.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Monsieur le Président, je peux confirmer cet après-midi que le budget ne prévoit pas de crédits spéciaux pour la réparation du matériel roulant. Si nous en avons décidé ainsi, c'est en vertu du principe selon lequel il est inutile de procéder à trop de réparations à l'avance sans savoir si nous allons avoir besoin du matériel. C'est souvent le cas. Une autre raison de cette décision, c'est que nous avons besoin d'acheter des wagons-trémies et des wagons à charbon. Le député sait tout aussi bien